



# Legal Village Business Professionnelle



COMPACT PACK				
SERVICES		PLAFONDS	SEUIL*	DÉLAI D'ATTENTE
Médiation civile, commerciale et sociale ALL-IN		2.500 € / max 5.000 € par an	1.000 €	4 mois
RISQUES COUVERTS	CAS PRATIQUES	PLAFONDS	SEUIL*	DÉLAI D'ATTENTE
EXPLOITATION / DISCIPLINAIRE / ASSURANCES				
Recours civil extra-contractuel	L'enfant d'un client endommage des marchandises.	200.000 €	0 €	-
Défense pénale	Un panneau publicitaire installé par vos soins, tombe sur un client. Vu la gravité des blessures, vous êtes poursuivi pénalement.	200.000 €	0 €	
Loi Salduz	Vous devez être auditionné dans le cadre de la loi Salduz et vous désirez être assisté d'un avocat.	2.500 €	0 €	
Sanctions administratives communales	La commune vous réclame une sanction administrative car vous n'avez pas jeté correctement des produits potentiellement dangereux utilisés dans le cadre de l'exploitation de votre entreprise.	20.000 €	1.000 €	9 mois
Amendes administratives	Vous faites l'objet d'une amende administrative que vous contestez suite à une infraction involontaire sur la législation relative au droit social.	20.000 €	1.000 €	
Défense civile extra-contractuelle conflit d'intérêts	Vous faites réaliser des travaux dans votre bâtiment, un ouvrier de l'entrepreneur se blesse. Votre assureur refuse d'intervenir sur base d'une faute grave prévue dans le contrat. Legal Village intervient pour vous défendre.	200.000 €	1.000 €	-
Défense civile extra-contractuelle	Un tiers vous réclame un dommage que vous lui avez causé dans le cadre de vos activités professionnelles et votre assureur RC refuse d'intervenir sur base d'une exclusion prévue dans votre contrat RC.	35.000 €	1.000 €	
Droit disciplinaire	En tant que médecin, vous êtes amené à vous défendre devant l'ordre des médecins pour des faits que vous contestez.	200.000 €	1.000 €	
Contractuel assurances	Un de vos employés se blesse lors d'un accident du travail. Votre assurance accident du travail rechigne à intervenir. En cas de litige avec les assurances, Legal Village vous soutient afin de faire valoir vos droits vis-à-vis de l'assureur.	20.000 €	1.000 €	3 mois
Contre-expertise après incendie	Votre siège d'exploitation a subi un incendie et vous n'êtes pas d'accord sur le montant octroyé par votre assureur incendie.	15.000 € à 50.000 €	3.500 €	
Contre-expertise police cyber-risk	Le système informatique de votre siège d'exploitation a été hacké et vous n'êtes pas d'accord avec le montant octroyé par votre assureur Cyber risk.	5.000 €	1.000 €	3 mois
Concours de responsabilité	Un fournisseur a endommagé votre entrée lors de la livraison.	30.000 €	1.000 €	-
TAYLOR PACK (LES OPTIONS PEUVENT ÊTRE SOUSCRITES SEPARÉMENT MAIS TOUJOURS EN OPTION AVEC LE COMPACT PACK)				
CONTRACTUELS / IMMOBILIERS				
Contractuel	Vous achetez un nouveau serveur informatique pour votre entreprise mais vous ne recevez pas le matériel commandé.	20.000 €	1.000 €	6 mois
Contractuel location	Vous êtes en conflit avec le bailleur de votre bâtiment d'entreprise, à propos du non respect du délai de préavis de votre bail commercial.			
Litiges immobiliers	Vous êtes en litige avec votre voisin qui estime que les odeurs provenant de votre siège d'exploitation lui causent un trouble de voisinage.			
Litiges contractuels immobiliers	Vous faites effectuer une réparation dans votre salle de réunion mais les travaux sont mal réalisés par l'entrepreneur.	750 €		3 mois
Assistance construction-expertise	Vous avez réalisé des travaux importants soumis à un permis de bâtir au niveau de votre siège d'exploitation et vous désirez être assisté d'un expert car vous estimez que les travaux n'ont pas été correctement réalisés.			
ADMINISTRATIFS / ECONOMIQUES / DROIT DES SOCIÉTÉS				
Droit social	Vous êtes tenu de licencier un collaborateur en raison de la crise économique. Un conflit éclate car il n'est pas d'accord avec son indemnité de licenciement.	15.000 €	1.000 €	6 mois
Droit fiscal	Le fisc conteste certaines charges déductibles dans votre déclaration d'impôts.	20.000 €		12 mois
Droit administratif	L'administration communale refuse d'octroyer un permis d'exploitation pour l'extension de vos activités.	20.000 €		9 mois
Droit constitutionnel	Un règlement limite votre accès à la profession, vous estimez que ce règlement est discriminatoire et en contestez sa constitutionnalité.	12.500 €**		
Droit européen	Vous êtes en litige avec un tiers concernant l'application d'une nouvelle réglementation belge que vous estimez contraire au droit européen.	15.000 €		
Droit économique	La Commission de la Sécurité des Consommateurs exige le retrait du marché d'un produit que vous produisez depuis déjà longtemps.	20.000 €		
Droit des sociétés	Lors de la constitution de votre société, le plan comptable n'est pas conforme.	12.500 €**		
Marchés publics	Vous n'avez pas obtenu un marché public pour lequel vous étiez candidat et vous estimez que les règles en matière d'adjudication n'ont pas été respectées.	15.000 €		
INNOVATION / REPUTATION				
Concurrence et pratiques des marchés	Vous souhaitez déposer une plainte auprès de l'autorité de concurrence parce que vous soupçonnez vos concurrents d'avoir conclu entre eux des accords de fixation des prix.	15.000 €	1.000 €	6 mois
Droits intellectuels	Un concurrent a copié un de vos ouvrages qui est protégé par un brevet.			
E-réputation et noyage des informations	L'image de votre société est dénigrée sur internet et cela vous porte préjudice.	6.250 €		
Extension garantie confidentialité	Vous souhaitez faire appel à la médiation afin de régler un litige couvert et ce en toute confidentialité.	2.500 €		4 mois
ALL RISK (COMPACT PACK + TAYLOR PACK COMPLET + ALL RISK)				
ALL RISK	Vous êtes en litige avec une autre société qui vous réclame des dommages et intérêts car vous n'avez pas respecté son droit intellectuel.	12.500 €	1.000 €	6 mois***
<b>NEW</b> ALL RISK & FISCAL	L'administration fiscale vous notifie par écrit un contrôle fiscal.	20.000 € admin / 15.000 € judiciaire	1.500 €	4 mois

\*En cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger, notre seuil d'intervention est de 3.500 € par sinistre.

\*\* Par sinistre et par année d'assurance

\*\*\* Le délai d'attente pour l'option All Risk est de 6 mois, sauf lorsque le sinistre concerne une garantie couverte par les présentes conditions générales pour laquelle un délai d'attente plus long est prévu.

Chaque garantie prévoit un plafond d'intervention maximum. Pour certaines d'entre elles, il existe un délai d'attente et/ou un seuil d'intervention. Des exclusions sont également d'application (le fait intentionnel, le paiement des amendes, ...).

Document non contractuel. Les informations délivrées par le tableau sont seulement à titre purement indicatif, sous toutes réserves. Seules sont d'application les conditions spéciales et générales du contrat. CG LEGAL VILLAGE BUSINESS 4500555 Legal Village est la marque protection juridique d'AXA Belgium, S.A. d'assurances agréée sous le n° 0039 (A.R. 04-07-1979, M.B. 14-07-1979) Siège social : Place du Trône 1 - B-1000 Bruxelles • Tél. : 02 6786111 • Internet : www.axa.be • N° BCE : TVA BE 0404.483.367 RPM Bruxelles



## Nos services digitaux



**My Money Back**  
by Legal Village



### My Money Back

Récupérez vos factures B2B incontestées et impayées facilement et rapidement.



**My Legal Documents**  
by Legal Village



### Créez vos propres documents juridiques en quelques clics

Internet est rempli de documents juridiques peu fiables et non actualisés. Nous vous donnons accès à certains documents essentiels rédigés par des avocats et des experts juridiques qualifiés.



**My Legal Expert**  
by Legal Village



### Une question juridique ? Un expert répond à vos questions

La gestion d'une entreprise engendre beaucoup de questions. Prenez rendez-vous en ligne et obtenez une réponse lors d'un appel de 20 minutes avec un de nos experts juridiques ou avocats.



**My Free Advice**  
by Legal Village



### Des conseils juridiques pour vos clients

Nos experts ont résolu de nombreuses situations de conflit. Vous trouverez ici un aperçu des conseils pratiques les plus courants pour vous aider à éviter tout litige.



### Déclarez un sinistre

Déclarez un sinistre protection juridique auto ou habitation en ligne via le code QR.



Intéressé par ce produit ?  
Contactez votre courtier d'assurance



Dans les fiches produit et les conditions générales vous trouverez toutes les informations utiles. N'hésitez pas à consulter ces documents avant de souscrire au produit et à faire appel à votre courtier en assurances pour obtenir plus d'informations ou demander une offre. Ces documents sont disponibles chez votre courtier ou sur notre site web [www.legalvillage.be](http://www.legalvillage.be).

Les assurances protection juridique Legal Village ont été développées par AXA Belgium, compagnie d'assurance belge, et sont soumises au droit belge. Le contrat d'assurance est conclu pour une durée d'un an avec la possibilité de reconduction tacite.

Vous n'êtes pas satisfait ? Envoyez un e-mail à [compliance@legalvillage.be](mailto:compliance@legalvillage.be). Si la solution proposée ne vous convient pas, vous pouvez vous adresser au service Ombudsman Assurances, square de Meeüs 35 à 1000 Bruxelles ([www.ombudsman-insurance.be](http://www.ombudsman-insurance.be)).

Legal Village est la marque protection juridique d'AXA Belgium, S.A. d'assurances agréée sous le n° 0039 (A.R. 04-07-1979, M.B. 14-07-1979) Siège social : Place du Trône 1 - B-1000 Bruxelles • Tél. : 02 6786111 • Internet : [www.axa.be](http://www.axa.be) • N° BCE : TVA BE 0404.483.367 RPM Bruxelles